



ESSEC BUSINESS SCHOOL

Concours 2025 Textes Anglais LVA

Un échantillon des articles présentés aux candidats

Département des Langues et Cultures – English Section



Au Royaume-Uni, la diplomatie sur le fil de Charles III

Pour fêter le Commonwealth Day, lundi 10 mars, le roi Charles III devait sélectionner une première playlist sur le service de musique Apple Music. De Bob Marley à Kylie Minogue, en passant par Grace Jones, le monarque britannique veut célébrer des airs qui « nous font voyager ». Charles III est dans son élément : il utilise l'habituel soft power de la famille royale, symbolique et cérémoniel. Comme sa mère, Elizabeth II avant lui, le roi est très attaché à maintenir le lien entre les 56 membres du Commonwealth, un club très disparate d'ex-colonies du Royaume-Uni.

Mais, depuis que Donald Trump s'applique à détruire l'ordre libéral occidental hérité de l'après-guerre, en lâchant l'Ukraine et en affichant ses ambitions territoriales sur le Groenland et le Canada, le gouvernement travailliste de Keir Starmer assigne à Charles III des missions bien plus risquées. Downing Street et le Foreign Office le considèrent, à juste titre, comme leur carte maîtresse pour éviter des droits de douane punitifs sur les exportations britanniques aux Etats-Unis ou pour préserver la «relation spéciale» si chère aux diplomates et dirigeants britanniques. L'invitation officielle du monarque à une deuxième visite d'Etat de Donald Trump au Royaume-Uni a compté pour une large part dans le succès de la première entrevue de M. Starmer à la Maison Blanche, le 27 février.

«C'est la première fois qu'un dirigeant est invité deux fois à effectuer une visite d'Etat», a souligné Keir Starmer dans le bureau Oval, avant de remettre cérémonieusement l'invitation à Donald Trump. Celui-ci a tenu à vérifier la signature royale au bas de l'invitation, qu'il a acceptée, manifestement satisfait, qualifiant au passage le roi d'«homme remarquable». Comme le reste du Foreign Office, Peter Mandelson, le nouvel ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, connaît la fascination de l'Américain pour la pompe et le glamour de la famille royale.

Sa première visite d'Etat, en juin 2019, avait enchanté Donald Trump. Il avait été accueilli par la reine Elizabeth II, encore alerte malgré ses 93 ans, qui lui avait fait les honneurs de Buckingham Palace et avait présidé un banquet en son honneur. «La reine et l'ensemble de la famille royale ont été fantastiques», avait-il claironné sur les réseaux sociaux. En décembre 2024, de passage à Paris pour la réouverture de la cathédrale Notre-Dame, le président élu avait demandé à voir le prince William, fils aîné de Charles III, dépêché pour représenter Londres. La rencontre, à l'ambassade du Royaume-Uni, a duré près de quarante minutes. Le prince «fait un travail fantastique», a déclaré M. Trump, dont la mère était originaire d'Ecosse et qui possède un golf dans le comté d'Aberdeenshire, non loin du château royal de Balmoral.

Le 2 mars, le roi a également été mobilisé en hâte pour accueillir, dans sa résidence de Sandringham, Volodymyr Zelensky, de passage à Londres pour un sommet de crise sur la sécurité européenne. Presque rien n'a filtré de leur entrevue, si ce n'est une poignée de main chaleureuse

entre le monarque et le président ukrainien. Mais le message était clair : il s'agissait de montrer que les Britanniques traitaient M. Zelensky avec la même déférence que le président américain et qu'ils restaient à ses côtés après la scène humiliante du bureau Oval, deux jours plus tôt. Dans un pays où le soutien à l'Ukraine est consensuel, celui du roi ne fait aucun doute : il a déjà déploré, en des termes inhabituellement forts pour un souverain aux propos d'ordinaire plutôt lénifiants, l'« indescriptible » agression russe.

Mais Charles III se trouve dans une situation très délicate, en tant qu'acteur d'une diplomatie à deux visages, qui refuse de critiquer l'administration Trump tout en renforçant l'aide à Kiev. Il est le chef de l'Etat britannique, le garant de l'unité du pays, mais son rôle est surtout cérémoniel. Il se doit de rester neutre et de ne pas exprimer d'opinion politique. Ses engagements sont toujours le fruit d'un dialogue avec l'exécutif ou d'une demande de sa part. Mais il est confronté aux appels à annuler la deuxième visite d'Etat du président américain, qui montent. Au Royaume-Uni, elles viennent des indépendantistes du Parti national écossais et même de certaines figures conservatrices.

La pression est encore montée sur Downing Street et le roi, après l'entretien accordé à Fox News, le 4 mars, par le vice-président américain J. D. Vance, qui a qualifié de « pays quelconques » les Etats proposant d'envoyer des troupes au sol en Ukraine – la France et le Royaume-Uni. La remarque a été reçue comme une injure par les Britanniques et très probablement par leur roi, qui a le grade d'amiral de la flotte. Les Canadiens sont mortifiés que Charles III, qui est aussi leur chef de l'Etat, ne les ait pas défendus après les attaques de l'administration Trump, qui dit vouloir annexer leur pays.

Mais comment monter publiquement au créneau pour ses sujets canadiens sans contredire l'exécutif britannique, qui, pour l'heure, n'a pas pris le parti du Canada face aux Etats-Unis, et sans outrepasser son rôle institutionnel ? La BBC a communiqué des extraits de réactions outrées d'abonnés canadiens à sa lettre d'information sur la monarchie, la « Royal Watch Newsletter » :

« En ce moment, beaucoup se demandent à quoi nous sert d'avoir un roi à la tête de notre Etat », réagit ainsi une abonnée sur le site de la BBC. (...)

Le Monde

11 mars 2025



« Blanche Neige » et les sept polémiques

Disney joue gros avec la nouvelle version de «Blanche-Neige», déjà en salle depuis mercredi en France, mais qui sort ce vendredi aux Etats-Unis. Le succès commercial de l'original, daté de 1937, avait permis aux légendaires studios d'animation de prendre leur essor. Le film est devenu au fil des années l'un des plus grands classiques de son répertoire, une partie de son identité. Sans surprise, Disney n'a pas lésiné sur les moyens pour la production de ce remake, avec un budget d'environ 270 millions de dollars, selon «Forbes». Autant dire que les attentes sont élevées.

Alors, que vaut cette nouvelle mouture? L'histoire, on la connaît, et elle ne change guère : la princesse Blanche-Neige (Rachel Zegler), condamnée à mort par sa belle-mère, sorcière belliqueuse, se réfugie dans une forêt magique et va devoir reconquérir son royaume avec l'aide de sept nains, d'animaux bienveillants et d'une poignée de bandits. Tous les ingrédients du conte sont présents : le miroir de la belle-mère, la pomme empoisonnée, le baiser salvateur du prince...

Mais sur la forme, c'est une calamité. Le film semble avoir été tourné dans un parc Disney. À cela s'ajoutent les effets spéciaux, ainsi que les animaux et les sept nains numériques, tous ratés. Tout sonne faux. Ça ne s'arrange pas avec les chansons, pas terribles, malgré la voix haute et juste de Rachel Zegler. Seule rescapée de ce naufrage : Gal Gadot, qui tire son rôle de méchante belle-mère vers le cartoon burlesque. Mais ça ne suffit pas à sauver l'ensemble déjà plombé par plusieurs polémiques.

Les premières critiques sont arrivées en 2021, dès l'annonce par Disney du choix de Rachel Zegler, remarquée la même année dans le «West Side Story» de Steven Spielberg. Les reproches portaient sur la couleur de peau de Zegler, d'origine colombienne et polonaise. Une Latina pour interpréter la belle endormie, alors que le conte dit qu'elle a «la peau blanche comme neige» ? Scandale pour les puristes, et surtout les racistes de tout poil, sur les réseaux. «Je ne me blanchirai pas la peau pour le rôle», avait rétorqué l'intéressée. Sa réaction émotionnelle à l'élection de Donald Trump a déclenché une nouvelle vague de critiques. «Que les soutiens de Trump, ses électeurs et lui-même ne connaissent jamais la paix», avait-elle posté sur Instagram avant de s'excuser dans la foulée face au tollé que cette phrase avait suscité.

Pas de chance pour Disney, le film s'est rapidement retrouvé propulsé en plein cœur de la guerre des cultures, affublé d'une étiquette «woke» pour sa prétention à remettre au goût du jour un conte de fées «daté», comme l'avait qualifié Rachel Zegler, car «le prince harcèle littéralement Blanche-Neige!».

La représentation des sept nains de l'histoire a également causé des migraines aux producteurs, chaque option - recruter des acteurs nains ou non pour les jouer à l'écran, ou alors les générer en images de synthèse, ce qui a finalement été retenu - suscitant des critiques et une immense grogne chez les représentants syndicaux des acteurs à Hollywood, furieux que des comédiens soient remplacés par des personnages fabriqués par ordinateur.

Si cela ne suffisait pas, les prises de position de ses deux héroïnes ont causé leur lot de polémiques. Elles ont défendu des perspectives opposées dans l'actuel conflit israélo-palestinien. Rachel Zegler a plusieurs fois clamé «Free Palestine», tandis que l'Israélienne Gal Gadot, réitérant ses encouragements à l'armée de son pays où elle a effectué son service militaire, s'est offusquée de ne pas voir les Américains «condamner le Hamas mais au contraire justifier le massacre des juifs». Ce qui a obligé Disney à s'organiser pour que les deux comédiennes n'aient pas à répondre directement à des questions des médias lors des avant-premières.

Que ce soit à cause des polémiques ou de la stratégie marketing plus ciblée de Disney, les prévisions de box-office ont été révisées à la baisse ces dernières semaines. Les professionnels s'attendent à ce que le film génère entre 45 et 55 millions de dollars d'entrées en Amérique du Nord ce week-end, où il sera disponible dans 4.500 salles. Il pourrait générer à peu près autant à l'international, portant les recettes de son premier week-end à plus de 100 millions, selon «Variety».

Quand bien même «Blanche-Neige» manquerait de trouver son public dans les salles obscures, ce ne serait pas la fin de l'histoire pour autant. L'avenir du film ne dépend pas vraiment de son succès au cinéma. Il a déjà une place assurée dans le catalogue de la plateforme de streaming maison, Disney+, où il aura le temps de s'imposer, à l'image de «Vaiana», qui a connu un succès retentissant durant sa seconde vie en ligne. Avec Disney, rien ne se perd, tout se transforme.

Les Echos

21 mars 2025

Adapté



Au Royaume-Uni, c'est bientôt la fin des sièges héréditaires à la Chambre des lords

Le parlementaire britannique Richard Fletcher-Vane, plus connu sous le nom de Lord Inglewood, ne fera bientôt plus le trajet hebdomadaire qui le conduit de son château de Hutton-in-the-Forest, une demeure du XIV^e siècle, près de Penrith (Cumbria), à 480 kilomètres de Londres. Et cette perspective le contrarie. «Personne n'aime se faire renvoyer, à plus forte raison quand vous estimez que vous êtes renvoyé pour une mauvaise raison.»

Le gouvernement travailliste arrivé au pouvoir avec Keir Starmer en juillet a introduit une réforme de cette Chambre haute du Parlement visant à supprimer les 92 sièges – sur un total d'environ 800 – qui se transmettent de façon héréditaire au sein de la noblesse britannique depuis sept cents ans. Après son adoption – 435 votes contre 73 – par la Chambre des communes, où les travaillistes bénéficient d'une large emprise, le projet de loi était examiné par les Lords mi-décembre. Il revient au programme de leurs débats en ce mois de janvier, avec des amendements. Mais tous s'accordent à dire que la loi sera votée définitivement d'ici à l'été.

Le Royaume-Uni fait figure d'exception avec ces parlementaires aux titres de ducs, comtes, vicomtes et barons – le Lesotho est, selon le gouvernement britannique, le seul autre pays du monde où existe un système comparable. C'est «en décalage avec la Grande-Bretagne moderne», commentait le ministre Nick Thomas-Symonds en septembre en présentant la législation qui met un terme à cette tradition.

Richard Fletcher-Vane est entré à la Chambre des lords en 1989, après être devenu 2^e baron d'Inglewood au décès de son père. Âgé de 73 ans, il siège en tant qu'indépendant, après avoir été secrétaire d'État dans un gouvernement conservateur de John Major dans les années 1990 et député européen. Il reconnaît le côté anachronique de la transmission de ce titre de génération en génération. Tout en défendant la contribution apportée par beaucoup de pairs héréditaires: «Je me suis toujours efforcé de prendre cela au sérieux.» Si certains sont critiqués pour leur manque d'assiduité, ceux qui siègent effectivement peuvent recevoir une allocation quotidienne de 361 livres (435 euros) et des indemnités de déplacement. En 2020, le «Times» avait révélé que ces lords coûtaient 50 millions de livres (plus de 60 millions d'euros) par an à l'État.

John Attlee, petit-fils de l'ancien Premier ministre travailliste Clement Attlee, compte lui aussi parmi les pairs héréditaires qui se préparent à raccrocher la traditionnelle robe rouge garnie d'hermine. Ancien réserviste de l'armée britannique, cet homme de 68 ans qui a fait carrière dans le transport routier siège à la Chambre haute du Parlement depuis 1992. «Comme j'ai eu une vie ordinaire, j'ai une expérience que peu de gens ont au Parlement.»

Avec cette mesure, le Parti travailliste, revenu au pouvoir après quatorze ans de règne conservateur, achève une réforme dont on parle depuis un siècle et entamée sous le

gouvernement de Tony Blair en 1999. Le projet à l'époque prévoyait de supprimer la totalité des plus de 700 sièges réservés alors aux pairs héréditaires. À la suite d'un compromis, 92 d'entre eux avaient été épargnés, mais de façon temporaire: ils se savaient en sursis. «J'ai toujours pensé que le système changerait avant que mon tour arrive», reconnaît Lord Attlee.

En effectif, la Chambre des lords est «la deuxième assemblée législative dans le monde après le Congrès national du peuple en Chine», souligne l'organisation Electoral Reform Society, appelant à remplacer cette structure par «une plus petite chambre, qui soit élue». D'autres estiment qu'il faudrait «une Chambre haute alternative». Lord Inglewood juge la réforme «grossière» et s'attend à ce que son dernier jour dans cette assemblée, probablement cette année, soit un moment «triste». Mais il a déjà connu l'expérience de perdre son siège au Parlement européen. «Je suis passé par cela, il y a une vie après.»

Parmi les Lords les plus prestigieux, on compte le duc de Wellington, descendant du vainqueur de Napoléon à Waterloo, dont la famille se transmet la charge depuis 1672, ou Charles de Courtenay –son ancêtre français avait accompagné Aliénor d'Aquitaine en Angleterre pour son couronnement en 1154. Deux membres éminents occupant de hautes fonctions dans la monarchie britannique et proches de la Couronne pourraient garder leur siège en vertu d'un accord avec Buckingham. Il s'agit d'Edward Fitzalan-Howard, duc de Norfolk et comte-maréchal d'Angleterre, et Rupert Carrington, 7^e baron Carrington, lord grand chambellan, grand officier en charge de Westminster.

Avant la grande réforme du gouvernement travailliste de Tony Blair, tous les sièges se transmettaient de père en fils. Blair a supprimé 758 sièges héréditaires, n'en conservant que 92, et préservant les 26 réservés à l'Église, eux aussi sujets à controverse. Depuis, quelque 750 lords ont été nommés par le Premier ministre et approuvés par une commission des nominations au sein de la Chambre. Seuls 29% des membres sont des femmes – la première a été admise en 1963 – ce qui, en plus du mode de transmission, suscite des critiques quant à la représentativité de cette assemblée. Néanmoins, le pouvoir des lords est restreint: ils examinent les projets de loi approuvés par les Communes en première lecture et peuvent en demander réécriture, sans pour autant avoir latitude pour s'y opposer.

Sud Ouest

5 janvier 2025



Cinq ans après la mort de George Floyd, le reflux de Black Lives Matter

Une foule clairsemée d'activistes et d'anonymes s'est réunie dimanche à Minneapolis (Minnesota) pour commémorer la mort de l'Afro-Américain George Floyd, le 25 mai 2020, au cours de son arrestation par un policier blanc. Les images de son agonie, filmée par des témoins, avaient soulevé une intense émotion. Des manifestations organisées dans des dizaines de villes pour dénoncer les violences policières et réclamer la fin de discriminations raciales décrites comme systémiques avaient rassemblé plusieurs millions d'Américains. Cinq ans plus tard, l'hommage organisé sur les lieux du drame a mis en évidence non seulement le reflux de cette mobilisation, mais aussi un changement d'époque. Donald Trump, qui avait alors condamné la brutalité de l'intervention policière, s'emploie depuis son retour à la Maison-Blanche à démanteler les politiques favorisant une meilleure intégration des minorités. Le président, qui dit vouloir forger une société «aveugle à la couleur de peau et fondée sur le mérite», estime que ces instruments ont abouti à une forme de discrimination «anti-Blancs».

Le jour même de son investiture, il a signé un ordre exécutif mettant fin aux programmes «immoraux» de Diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) dans la fonction publique. Il somme depuis lors les universités de suivre son exemple, et menace celles qui renâcleraient de les priver de subventions fédérales. De grandes entreprises qui s'étaient engagées après la mort de Floyd à mettre en place des programmes de lutte contre les discriminations ont récemment annoncé leur démantèlement sous l'influence de son Administration et de groupes de pressions conservateurs. La semaine dernière, le département de la Justice a annoncé l'abandon des poursuites fédérales contre neuf services de police accusés de violer les droits civiques. (...)

La frange la plus radicale du mouvement Maga va plus loin encore. Certains de ses porte-parole, révoltés par les scènes d'émeutes et de pillage qui émaillèrent certaines manifestations après la mort de George Floyd, ainsi que par les appels à «définancer» la police lancés par le mouvement Black Lives Matter, voudraient tourner la page une bonne fois pour toutes. Ils s'emploient à récrire l'histoire, proclamant l'innocence du policier Derek Chauvin malgré la lourde condamnation prononcée à son encontre en 2021. Dans les jours qui ont suivi le drame, de nombreux élus républicains condamnèrent son comportement brutal mis en évidence par des images vidéo, sur lesquelles on le voyait maintenir la victime au sol, un genou sur sa nuque, pendant plus de neuf minutes, tandis que celle-ci répétait : «Je ne peux pas respirer.» Certains d'entre eux, comme l'ex-candidat à la présidentielle Mitt Romney, apportèrent leur soutien au mouvement de protestation déclenché par sa mort. Mais cinq ans plus tard, le vent a tourné et le Parti républicain ne veut plus entendre parler de lutte contre les discriminations.

Ben Shapiro, un activiste ultraconservateur, a récemment fait circuler une pétition pour demander à Donald Trump d'accorder sa grâce à Derek Chauvin. «Ce serait incroyablement controversé, mais je pense que c'est absolument nécessaire», a-t-il plaidé. À l'appui de sa demande, diverses théories brandies par les partisans du policier ont été exhumées. George Floyd

serait en réalité mort d'une overdose, ou d'une tumeur... Ces hypothèses, dûment réfutées au cours du procès, n'ont jamais cessé de circuler sur les réseaux sociaux. «Si on veut revenir sur les maux qui ont récemment frappé la société américaine, il y a bien sûr le Covid, mais aussi le mouvement Black Lives Matter, dont les émeutes ont causé pour deux milliards de dollars de dégâts et fait dérailler les relations entre les races. Tout ça ne serait jamais arrivé si on ne s'était pas précipité pour accuser Derek Chauvin», a récemment plaidé Ben Shapiro. Donald Trump, interrogé sur cette demande de grâce, ne semble guère enclin à y faire droit. Mais Elon Musk estime qu'«il faut y réfléchir», tandis que l'influent journaliste Tucker Carlson a comparé la condamnation du policier à un «lynchage».

Cinq ans après le drame, l'élan contre les discriminations qui avait mobilisé une large partie de la société américaine semble être retombé. Un sondage récemment conduit pour le centre de recherche Pew montre que le soutien au mouvement Black Lives Matter a perdu de son aura. Cette campagne de mobilisation, déclenchée en 2013 par l'acquittement du meurtrier d'un jeune Noir en Floride, avait culminé dans les semaines qui suivirent le meurtre de George Floyd. Mais pour 72 % des personnes interrogées, elle n'a pas conduit à une amélioration du statut de la population afro-américaine. Le pourcentage de sondés favorables au mouvement, qui atteignait à l'époque 67 %, est depuis lors tombé à 52 %. Le nombre de personnes tuées par la police a dans le même temps continué d'augmenter.

Cette désaffection est symbolisée par la récente disparition du slogan «Black Lives Matter» tracé il y a cinq ans, en grandes lettres jaunes, sur la chaussée de la 16e Rue au coeur de Washington DC. La maire démocrate de la capitale fédérale, Muriel Bowser, a cédé aux pressions de la nouvelle Administration, qui menaçait de lui couper les vivres. Donald Trump, qui accuse régulièrement les activistes antidiscrimination de «répandre la violence dans nos villes» et de «nuire aux communautés noires», avait réclamé la suppression cette inscription dès son retour à la Maison-Blanche.

Le Figaro

27 mai 2025



Le début de la fin de la Musk-mania

«Aux Républicains, aux conservateurs et à tous les formidables Américains, Elon Musk “monte au front” pour aider notre nation, et il fait un TRAVAIL FANTASTIQUE ! », a défendu Donald Trump sur son réseau Truth Social lundi soir après l'effondrement du titre Tesla en Bourse. En moins de trois mois, et à l'issue d'une séance noire lundi 10 mars (-15%), l'action du constructeur automobile a abandonné 53 %, une purge qui coûte plus de 900 milliards de dollars de capitalisation à l'ex-icône de Wall Street.

Le président américain obligé de voler au secours de son remuant conseiller ? C'est le signe que cela commence à sentir le roussi pour celui qui a parfois tendance à jouer au calife à la place du calife. En signe de soutien, Donald Trump a symboliquement promis d'acheter une Tesla, dont les ventes s'effondrent littéralement, en Europe notamment. Elles ont chuté de près de moitié en France au cours des deux premiers mois de l'année, et c'est même 70% en Allemagne le mois dernier.

En Italie, c'est Starlink, le fournisseur d'accès à Internet par satellites, autre propriété d'Elon Musk, qui se retrouve sur la sellette. En début d'année, la présidente du conseil Giorgia Meloni avait admis être en discussion avec l'Américain pour lui confier les connexions sécurisées du pays pour une durée de cinq ans. Sceptiques depuis le début, les partis d'opposition italiens – ainsi que le président de la République – protestent aujourd'hui ouvertement contre la signature de ce contrat de cybersécurité à 1,5 milliard d'euros avec SpaceX, la maison mère de Starlink.

Les dernières provocations d'Elon Musk concernant l'Ukraine passent (très) mal. « Mon système Starlink est la colonne vertébrale de l'armée ukrainienne. Toute leur ligne de front s'effondrerait si je l'éteignais », s'est-il vanté le 9 mars sur son réseau social X. (...)

«Dans un premier temps, Elon Musk apparaît comme une marionnette de Donald Trump qui estime pouvoir contraindre Volodymyr Zelenski à la paix. Puis apparaît l'homme d'affaires soucieux de son business qui s'efforce de rassurer ses potentiels clients», analyse Renaud Kyanakis, spécialiste des télécoms chez Sia Partners. «C'est toute la duplicité du personnage, et cela témoigne d'un mélange des genres absolument unique à ce niveau. (...) L'Europe se rend compte qu'avec Elon Musk, elle a fait entrer le loup dans la bergerie.»

Ce qui pourrait compromettre son business sur le Vieux Continent, qui promettait pourtant d'être une terre de forte croissance jusqu'à une période récente. Tout a basculé en 2022 avec Twitter. Le patron de Tesla rachète le réseau social, vire la moitié du personnel, transforme la plateforme en champ de bataille politique... Puis il se prend pour un stratège : soutien affiché à Trump, prises de position ultra-clivantes, financement de l'extrême droite, notamment pour diviser le Vieux

Continent de manière à négocier avec des gouvernements moins regardants sur les réglementations. Et donc plus favorables à ses différentes sociétés.

Philippe Silberzahn, professeur à l'EM Lyon Business School et spécialiste de l'innovation juge que les entreprises d'Elon Musk sont devenues des outils politiques et idéologiques. Le retour de bâton est d'autant plus douloureux, y compris pour le consommateur.

«Je ne peux plus acheter de Tesla aujourd'hui, sinon on va me dire, vous aussi vous êtes nazi ? Et je ne pourrai pas répondre que c'est une excellente voiture», affirme Philippe Silberzahn. En Europe, de plus en plus de propriétaires de Tesla apposent des autocollants du type «J'ai acheté cette voiture avant qu'Elon Musk ne devienne fou » sur leurs véhicules.

Avant l'élection présidentielle, un sondage NBC matérialisait déjà le risque que son engagement en politique faisait courir à Elon Musk. Seuls 6% des démocrates déclaraient éprouver des sentiments positifs à son égard. Du côté des républicains, le chiffre atteignait 62%.

«Si vous regardez uniquement les chiffres et que vous ne savez pas à qui ils font référence, vous pourriez croire qu'il s'agit d'une personnalité classique du Parti républicain, relevait alors Jef Horwitt, un des auteurs de l'étude via l'organisme Hart Research. Mais ce n'est pas le cas. Il est engagé dans de nombreux secteurs de la société américaine, dans nos vies personnelles et dans celle du gouvernement. C'est la politique aujourd'hui : si vous prenez position, vous allez devoir en payer le prix.» (...)

Alors que la controverse grandit à son sujet au sein même du camp républicain, l'intéressé semble devenir parano : lundi 10 mars, il a accusé l'Ukraine d'être à l'origine d'une cyberattaque qui a paralysé son réseau social X pendant une bonne partie de la journée. L'opération a pourtant été revendiquée par le groupe de hackers Dark Storm, qui l'a justifiée comme une «démonstration de notre force», exempte de toute motivation politique...

Attaqué, agressif, versatile, parano... Elon Musk perd de sa superbe comme l'action Tesla en Bourse. Combien de temps cela peut-il durer ? « Il va faire le sale boulot, puis Donald Trump va le licencier et garder tout le bénéfice de ce qui aura été accompli. Comme le milliardaire a brûlé tous ses vaisseaux pour le président américain, une fois qu'il sera seul, cela va être la curée », prévoit Philippe Silberzahn. L'homme s'est fait beaucoup d'ennemis en peu de temps, ils voudront avoir sa peau.

L'Opinion

12 mars 2025



Les députés britanniques en faveur de la « mort assistée »

Les députés britanniques ont ouvert la voie, vendredi 29 novembre, à la légalisation de la fin de vie assistée en Angleterre et au Pays de Galles. A l'issue d'un unique débat, passionné et émouvant, ils ont voté à une nette majorité (330 pour, 275 contre), en deuxième lecture (équivalente à une première lecture à l'Assemblée nationale), en faveur du texte « Terminally Ill Adults (End of Life) » (« fin de vie pour les adultes malades en phase terminale »). Ce dernier permet à toute personne dont le pronostic vital est de moins de six mois d'obtenir l'aide des autorités médicales pour abrégé sa fin de vie.

La proposition de loi doit suivre un long parcours parlementaire, mais il sera difficile de stopper son adoption définitive (la Chambre des lords pourra l'amender, mais pas s'y opposer). Les médias locaux ont souligné l'importance « historique » du vote, le comparant à la légalisation de l'avortement en Angleterre (en 1967) ou à celle du mariage entre personnes du même sexe (en 2013). Pour l'heure, aider quelqu'un à mourir est considéré comme un crime, même pour une personne accompagnant un proche qui a choisi d'abrégé ses jours avec l'aide de l'association Dignitas en Suisse.

La proposition de loi est défendue par la députée travailliste Kim Leadbeater (sœur de Jo Cox, élue assassinée par un activiste d'extrême droite, en juin 2016), qui assure avoir présenté le cadre « le plus protecteur au monde » pour légaliser la mort assistée. Il « ne s'agit aucunement d'un suicide assisté par l'Etat », a-t-elle précisé à la Chambre des communes, mais de donner « à des personnes qui sont en train de mourir » un contrôle sur leur mort. La fin de vie assistée sera réservée aux adultes de plus de 18 ans qui auront le feu vert de deux médecins ainsi que d'un juge de la Haute Cour, et seront capables de s'administrer la dose létale eux-mêmes, sans assistance.

À en croire les sondages publiés en amont du vote, les Britanniques sont largement en faveur d'une légalisation de la fin de vie. Selon l'institut YouGov, 73 % des personnes interrogées souhaitent cette évolution. En Ecosse, à Jersey et sur l'île de Man, les députés examinent également une légalisation de l'aide à mourir. La Chambre des communes était pourtant très divisée, vendredi. Les partisans du texte défendaient le choix de mourir dans la dignité, les opposants dénonçaient l'accès trop restreint aux soins palliatifs, parents pauvres du National Health Service (le service public de la santé), et un processus législatif selon eux précipité.

Alors qu'en France, le projet de loi sur la fin de vie a été précédé d'une consultation du Comité consultatif national d'éthique et de centaines de débats publics, rien de tel ne s'est produit en Angleterre et au Pays de Galles. Le texte n'a été publié que le 11 novembre et n'a même pas été soutenu publiquement par le gouvernement de Keir Starmer. Il est à l'entière initiative de Kim

Leadbeater, qui a saisi la rare occasion d'un trou dans le calendrier législatif de Westminster, alloué à un private member's bill (une proposition de loi émanant d'un député), pour le publier.

Fin 2023, quand il était encore chef de l'opposition travailliste, Keir Starmer avait promis, lors d'un entretien télévisé avec Esther Rantzen, une animatrice atteinte d'un cancer en phase terminale, qu'il défendrait ce changement législatif. Toutefois, ces dernières semaines, il a refusé de donner son avis (avant de voter pour le texte).

Le sujet de la fin de vie n'est pas nouveau pour ces associations qui militent depuis des années en faveur d'une évolution du droit, notamment Dignity in Dying, dont les représentants se sont déplacés en force face au Parlement de Westminster, vendredi. (...)

Le feu vert historique des députés britanniques ne rassurera en revanche pas les militants des droits des handicapés, très inquiets. Croisé face au Parlement, Mike Smith, en fauteuil roulant, est un ex-membre de la Commission à l'égalité et aux droits humains, promouvant l'égalité en Angleterre. « J'ai peur que cette loi pousse des personnes vulnérables à abrégier leur vie. Dans des Etats d'Amérique du Nord, où la mort assistée est légale, une majorité de gens disent choisir cette fin de vie pour ne pas être un "poids" pour leurs proches », assure Mike Smith, craignant des formes insidieuses de coercition.

Il déplore aussi l'attitude du corps médical vis-à-vis du handicap : « Pendant la pandémie [de Covid-19] , beaucoup de handicapés se sont retrouvés avec la consigne "do not resuscitate" [ordre de ne pas réanimer] dans leur dossier du NHS sans avoir été prévenus. »

Le Monde

2 décembre 2024



Qui a eu la peau du collectif écologiste radical Just Stop Oil ?

Après trois années d'existence, ponctuées par des actions coups de poing dans les musées, les enceintes sportives et sur les autoroutes, l'organisation a cessé ses activités samedi 26 avril. Officiellement car son objectif a été atteint. Mais la presse britannique y voit surtout les effets d'un durcissement législatif envers le droit à manifester.

"Adieu, vous n'allez pas nous manquer." Soulagé, l'hebdomadaire conservateur The Spectator saluait fin mars la décision du collectif écologiste Just Stop Oil (JSO) de mettre un terme à ses actions coup de poing. Fini les opérations escargot sur le périphérique londonien et les jets de soupe sur les œuvres d'art, promettait le groupe écologiste radical. Un mois plus tard, les militants ont tenu parole. Samedi 26 avril, à l'issue d'un baroud d'honneur dans les rues de la capitale britannique, leurs gilets orange fluos emblématiques ont été remis au placard. Et les sachets de soupes, replacés sur les étagères du garage.

Mais pourquoi un tel autosabordage, après trois années d'existence placées sous le signe de l'action directe et de la désobéissance civile ? "Officiellement ,explique le quotidien, Just Stop Oil affirme avoir atteint son objectif : la position officielle du gouvernement travailliste est de ne pas autoriser de nouvelles licences d'exploitations des gisements d'hydrocarbures" en mer du Nord.

"C'est déprimant de le constater, mais JSO n'a pas tort de dire que sa campagne a été couronnée de succès - auprès des politiques plutôt que des citoyens ordinaires, grince The Spectator. Après tout, en choisissant d'interdire les nouvelles licences, le Labour est devenu de facto la branche parlementaire de Just Stop Oil."

Pourtant, la justification avantageuse communiquée par le collectif ne convainc pas la presse britannique. Ou du moins pas totalement. Après tout, la question du forage en mer du Nord ne constituait qu'une partie des objectifs fixés par JSO. Le but, tel qu'affiché sur le site internet du groupe, est l'élimination de toutes les énergies fossiles du mix énergétique britannique. "En réalité, plus qu'elle n'a choisi de cesser ses actions, JSO s'est retrouvée muselée", assure le quotidien The Guardian .

Depuis les premières actions spectaculaires menées en 2019 par Extinction Rebellion, dont JSO est une émanation, l'atmosphère a changé, outre-Manche . "Si les actions du groupe enchantaient ses soutiens, résume The Observer, elles rendaient furieux ses détracteurs." Dans les colonnes des tabloïds conservateurs, oui, sans trop de surprise. Mais pas seulement. Au fil des blocages d'autoroutes et des perturbations d'événements sportifs, les méthodes de JSO ont fini par exaspérer une bonne partie du grand public. "Il est assez aisé d'admirer les suffragettes ou les militants des droits civiques du siècle dernier, ou d'être émus par les manifestants à l'autre

bout du monde, ironise le journal de gauche. Mais lorsque c'est votre voiture qui se retrouve bloquée dans les bouchons, c'est une autre histoire."

Cette crispation progressive de la société a surtout débouché sur un durcissement de la loi, sous l'impulsion des Premiers ministres conservateurs Boris Johnson (2019-2022) et Rishi Sunak (2022-2024). Résultat : onze militants de JSO se trouvent actuellement derrière les barreaux, dont le fondateur du groupe (pour quatre ans) et deux activistes reconnues coupables d'avoir aspergé de soupe le cadre du tableau "Les Tournesols", de Vincent van Gogh, en octobre 2022.

"Manifester n'a jamais été un droit absolu, et la désobéissance civile impliquait souvent de se retrouver au tribunal", contextualise The Observer. Le groupe JSO lui-même donnait pour consigne à ses militants de faire durer les actions jusqu'au stade de la garde à vue. "Mais jusque très récemment, la punition était modérée car la justice reconnaissait que les manifestations pacifiques constituaient une extension de la voie démocratique." Plus maintenant, déplore le journal dominical. "Au gouvernement travailliste désormais de voir s'il veut maintenir cette approche, qui mène à des condamnations pour actions pacifiques plus fortes, dans certains cas, que pour agression sexuelle."

Finalement, comme dans un bon roman d'Agatha Christie, "c'est un peu tout le monde qui a tué Just Stop Oil", conclut le journaliste David Taylor.

La police, qui assurait en 2023 avoir dépensé 20 millions de livres rien qu'à Londres pour encadrer les actions de JSO. Les politiques, la justice, aussi. Et le groupe lui-même, accusé par certains anciens membres d'avoir mené des actions confuses, répétitives, et "pas particulièrement efficaces", relaie The Times.

Reste à voir sous quelle forme, désormais, la lutte contre la crise climatique entend se poursuivre, dans un pays "où les groupes écologistes ont pour habitude de naître dans les cendres d'organisations disparues", souligne le journal conservateur.

Courrier International

28 avril 2025



Trump relance la guerre commerciale en s'en prenant au cinéma mondial

Dimanche 4 mai 2025, le président américain Donald Trump a déclenché une nouvelle salve dans sa guerre commerciale en annonçant l'instauration de droits de douane de 100 % sur les films produits hors des États-Unis mais diffusés sur le sol américain. Cette annonce, publiée sur son réseau Truth Social, marque une nouvelle escalade dans une stratégie protectionniste tous azimuts qui avait déjà visé l'industrie automobile, les semi-conducteurs ou encore les produits alimentaires.

Dans son message, Trump a dénoncé une industrie cinématographique américaine « en train de mourir très rapidement » et un Hollywood « dévasté ». Il a accusé d'autres pays de proposer des incitations fiscales massives pour attirer les studios américains, qualifiant cette concurrence d'« effort concerté » représentant « une menace pour la sécurité nationale ». Il a ainsi ordonné à son administration de lancer « immédiatement le processus » d'instauration des nouvelles taxes. Cette annonce tombe à quelques jours de l'ouverture du Festival de Cannes, prévue le mardi 13 mai. Elle a rapidement suscité une onde de choc dans le monde du cinéma, tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Le secteur, déjà fragilisé par les effets durables de la pandémie de Covid-19, les mutations liées au streaming, et les grèves historiques de 2023, redoute une mesure qui pourrait alourdir encore ses difficultés.

Selon plusieurs sources américaines, l'idée aurait germé au cours du week-end dans la résidence floridienne de Trump à Mar-a-Lago, à l'occasion d'une réunion avec Jon Voight, acteur conservateur nommé par Trump en début de mandat comme son « ambassadeur à Hollywood ». Ce dernier a précisé que son plan de sauvetage de l'industrie comprend, outre les tarifs douaniers, des incitations fiscales fédérales. La perspective d'une taxe de 100 % inquiète particulièrement les producteurs internationaux. À l'Australian Associated Press, Matthew Deaner, directeur de l'organisation des producteurs audiovisuels en Australie, a déclaré que la mesure « enverra des secousses dans le monde entier ». Un agent britannique, cité anonymement sur le site spécialisé Screen Daily, a qualifié la proposition de « potentiellement désastreuse ».

Même si le secteur américain du cinéma demeure excédentaire — exportant 3,1 fois plus qu'il n'importe selon l'association interprofessionnelle MPA —, la production est en net recul. En 2024, les dépenses de tournage aux États-Unis ont atteint 14,5 milliards de dollars, soit une baisse de 26 % en deux ans. La Californie, berceau historique d'Hollywood, n'arrive plus qu'en sixième position des destinations de tournage préférées des studios pour les années 2025 et 2026.

Face aux coûts croissants de production et à l'attrait des avantages fiscaux offerts par d'autres pays comme la Thaïlande, la Hongrie ou l'Afrique du Sud, les studios américains tournent de plus en plus souvent à l'étranger. Ce phénomène entraîne un affaiblissement de l'écosystème hollywoodien local, touchant techniciens, acteurs, studios de tournage et prestataires en effets spéciaux.

Mais si le diagnostic de Donald Trump sur les difficultés du secteur est partagé, son remède fait débat. Pour Randy Greenberg, producteur américain, taxer les films étrangers « aura l'effet inverse » de celui escompté. Selon lui, cela augmenterait les coûts de production, pousserait les studios à répercuter ces hausses sur les distributeurs et, in fine, sur les spectateurs, qui pourraient se détourner des salles.

L'avocat spécialisé Jonathan Handel s'interroge également sur la faisabilité d'une telle mesure. Il souligne l'absurdité d'imposer des films simplement parce qu'ils sont partiellement tournés à l'étranger pour des raisons artistiques. « Si une cascade prévoit que Tom Cruise escalade la tour Eiffel, qu'est-ce qu'on est censé faire ? Filmer ça sur la réplique de la tour Eiffel à Las Vegas ? », ironise-t-il.

Des zones d'ombre subsistent quant aux modalités d'application : les séries de plateformes de streaming seraient-elles également concernées ? Les droits de douane seront-ils rétroactifs ? Pour l'heure, le secrétaire au commerce Howard Lutnick s'est contenté d'affirmer sur les réseaux sociaux qu'il « s'en occupait ».

L'annonce de Trump intervient alors que la Chine, cible régulière de ses attaques commerciales, avait déjà répliqué début avril en réduisant « modérément » le nombre de films américains autorisés dans ses cinémas. Cette limitation, encadrée par un système de quotas, menace les revenus hollywoodiens sur le deuxième plus grand marché cinématographique au monde.

Sur le plan politique, cette décision s'inscrit dans une stratégie de reconquête symbolique d'Hollywood, bastion historiquement favorable aux démocrates. Nombre de stars — de Taylor Swift à George Clooney — ont publiquement soutenu la candidate démocrate Kamala Harris. Trump, de son côté, avait nommé des soutiens de longue date comme Sylvester Stallone, Mel Gibson et Jon Voight pour jouer un rôle de relais dans le secteur culturel.

Pour tenter de proposer une alternative plus concrète à la crise, plusieurs voix appellent à une politique de soutien fondée sur des crédits d'impôt. Randy Greenberg propose un crédit fédéral d'au moins 20 %, que chaque État pourrait compléter. De son côté, le gouverneur démocrate de Californie Gavin Newsom a plaidé dès le 5 mai pour un plan d'aide de 7,5 milliards de dollars afin de revitaliser Hollywood. Alors que les réactions affluent, une chose est sûre : le cinéma s'est invité de manière inattendue au cœur de la stratégie commerciale et électorale de Donald Trump. Reste à savoir si le septième art survivra à ce bras de fer tarifaire.

La Croix

5 et 7 mai 2025



Une entreprise américaine a-t-elle vraiment ressuscité le « loup terrible » des âges glaciaires ?

Ils s'appellent Romulus, Rémus et Khaleesi. Des noms tirés de mythes anciens et de fictions modernes attribués à trois loups au pelage blanc. Le 7 avril, une entreprise américaine, Colossal Biosciences, a annoncé leur naissance au monde comme on clame un miracle : le retour du *Canis dirus*, le mythique « loup terrible » des âges glaciaires, disparu il y a environ 12 000 ans. Résurrection ou illusion? Colossal Biosciences n'en est pas à son premier rêve. Elle ambitionne aussi de faire revivre le mammouth laineux, le dodo et le tigre de Tasmanie.

Cette fois, ce sont trois louveteaux nés en laboratoire qui incarnent cette volonté de ressusciter ce que le temps a effacé. Une « dé-extinction », affirment-ils. Mais cette prouesse technologique, aussi spectaculaire soit-elle, est loin de faire l'unanimité. Plusieurs biologistes, généticiens et paléontologues ont tenu à nuancer l'annonce. Pour eux, ces bébés loups ne sont pas des loups terribles, mais bien des loups gris génétiquement modifiés pour leur ressembler. En clair, des hybrides.

Si l'expérience suscite autant de réactions, c'est aussi parce qu'elle marque une étape dans le domaine de la biotechnologie. Jusqu'ici, les tentatives de « dé-extinction » s'étaient soldées par des échecs. (...)

Colossal a procédé en plusieurs étapes. Les scientifiques ont tout d'abord examiné l'ADN fossile d'une dent vieille de 13 000 ans et d'un crâne daté de 72 000 ans, exhumés des sols gelés d'Amérique du Nord. En le comparant avec celui d'espèces actuelles (loups, renards, chacals), les chercheurs ont identifié 14 gènes clés, comportant 20 mutations spécifiques liées à la morphologie du loup terrible : sa taille massive, son pelage blanc, ses dents surdéveloppées et son cri guttural. Ils ont ensuite prélevé des cellules sanguines sur des loups gris, proches cousins de *Canis dirus*.

Grâce à la technologie d'édition génétique Crispr-Cas9, ils ont modifié 15 gènes pour recréer ce qu'ils appellent des « cellules de loup terrible ». Ces cellules ont été insérées dans des ovules énucléés, fécondés en laboratoire, puis implantés dans des chiennes porteuses. Deux mâles, appelés Rémus et Romulus, sont nés en octobre ; une femelle, baptisée Khaleesi, est, elle, née en janvier. Emily Roycroft, spécialiste de l'évolution et des questions écologiques à l'École des sciences biologiques de l'université Monash à Melbourne, rappelle : « Une espèce, ce n'est pas qu'un pelage. Le dernier ancêtre commun au loup gris et au *Canis dirus* vivait il y a 6 millions

¹ "Dire wolf"

d'années. De nombreux changements évolutifs et génétiques se sont produits au cours de ces millions d'années. Modifier quelques gènes du loup gris ne fait pas de lui un loup terrible. Il existe de nombreux autres facteurs qui rendent les loups terribles uniques, notamment toute une série de différences génétiques, épigénétiques et comportementales que nous ne comprenons pas actuellement.»

Le paléogénéticien Nic Rawlence, de l'université d'Otago en Nouvelle-Zélande, estime que «pour vraiment dé-éteindre quelque chose il faudrait le cloner». Le problème est que l'ADN ancien de ces animaux disparus n'est pas suffisamment bien préservé. Il faut dire que, dès qu'un individu meurt, les cellules se désintègrent. «L'ADN des mammoths congelés, par exemple, ressemble à un puzzle en mille morceaux. On ne peut pas faire en sorte que les cellules vivent, se reproduisent et donnent naissance à un mammoth. Et Colossal le sait très bien », précise Ludovic Orlando, médaille d'argent du CNRS et expert de l'ADN ancien. Beth Shapiro, directrice scientifique de Colossal, assume en effet : «Nous utilisons le concept d'espèce morphologique. S'ils ressemblent à cet animal, alors ils sont cet animal.»

Une définition souple, qui ne va pas manquer de soulever des débats dans les milieux de la biologie, de l'évolution et de la philosophie des sciences. Si ressembler suffit à être, alors que reste-t-il de l'être lui-même? Le loup terrible, s'il a les crocs du passé et le poil de l'époque glaciaire, est-il pour autant celui qui fera trembler les forêts?

Beth Shapiro l'assure : son équipe a séquencé le génome complet de *Canis dirus*. Et, dans un souci de transparence, elle promet de le rendre bientôt public, dans un article scientifique publié dans bioRxiv et soumis à un examen par ses pairs. L'équipe aurait obtenu «une couverture du génome du loup terrible plus de 500 fois supérieure à celle disponible auparavant» grâce à une méthode d'assemblage itérative» des génomes anciens.

Une question intrigue : comment faire renaître un être disparu avec 20 mutations quand le génome du loup gris compte 2,4 milliards de paires de bases ? Les deux espèces partageraient pourtant 99,5 % de leur ADN. Mais faut-il rappeler que l'homme et le chimpanzé se serrent la main avec 99,4 % d'ADN fonctionnel en commun? Dans le détail, les différences peuvent être significatives.

Quant aux petits, Romulus, Rémus, Khaleesi, une femelle nommée en hommage au titre de Daenerys Targaryen dans *Games of Thrones*, ils grandissent à l'abri des regards, dans une réserve de 800 hectares tenue secrète. Il faudra attendre un an avant de savoir si les retouches génétiques ont imprimé leur marque au-delà de la fourrure, du cri, de la masse et de la mâchoire puissante.

Le Point

9 avril 2025



Surpoids et obésité : le Royaume-Uni face à une bombe sanitaire

Le Royaume-Uni détient le triste record du taux d'obésité le plus élevé d'Europe occidentale. En quarante ans, la proportion d'adultes obèses a triplé, touchant désormais un Britannique sur trois. Ce fléau, qui frappe particulièrement les classes populaires et les jeunes générations, est un enjeu de santé publique majeur. Mais les causes de l'obésité sont multiples : sédentarité, alimentation ultra-transformée, précarité, facteurs environnementaux... Face à ce problème, les pouvoirs publics peinent à agir efficacement. Entre mesures insuffisantes et politiques abandonnées, le coût sanitaire et économique de l'obésité ne cesse de croître, laissant planer l'ombre d'une crise de santé publique à long terme.

Près des deux tiers (64%) des Britanniques âgés de 45 à 74 ans sont aujourd'hui en surpoids ou obèses, un taux record en Europe occidentale. Et la tendance ne cesse de s'aggraver : en 1970, un adulte britannique sur dix était obèse, contre un sur trois aujourd'hui. Les chiffres du National Health Service (NHS), publiés dans le rapport Health Survey for England 2022 sont alarmants. En 2022, l'obésité était responsable de 3.000 hospitalisations par jour, soit deux fois plus qu'en 2017 et trois fois plus que les admissions liées au tabagisme.

Marion Bignone, nutritionniste, observe au quotidien cette crise sanitaire et alerte sur son caractère "endémique", dont les conséquences s'annoncent "catastrophiques". "Les enfants d'aujourd'hui ne vivront probablement pas aussi longtemps que les générations précédentes. L'espérance de vie va ralentir. Les cancers et les démences se manifesteront plus tôt, et c'est déjà une réalité, certains cancers touchent désormais des patients dès 45 ans", avertit-elle.

Les inégalités face à l'obésité se creusent. La maladie est bien plus répandue parmi les adultes vivant dans les zones les plus défavorisées. Marion Bignone observe cette tendance avec inquiétude : "Avant le Brexit, le Covid et l'inflation, je n'aurais pas affirmé cela. Mais aujourd'hui, malheureusement, bien manger coûte plus cher. Le prix des produits de qualité a énormément augmenté."

Elle souligne également le dilemme auquel sont confrontées les populations précaires : "Quand on peine à payer son chauffage, la qualité de l'alimentation passe au second plan. Être en bonne santé est devenu un luxe, surtout à long terme. Ce n'est plus un droit."

Face à cette réalité, cette nutritionniste insiste sur l'importance de ne pas culpabiliser les plus vulnérables : "Nous ne pouvons pas donner de leçons sur l'alimentation à des personnes qui luttent pour survivre. Bien manger suppose aujourd'hui un certain niveau de vie."

L'obésité et le surpoids frappent de plein fouet les plus jeunes. Chaque jour, au Royaume-Uni, 20 enfants sont hospitalisés pour des problèmes de santé liés à l'obésité. Dès l'école primaire, un enfant sur trois, âgé de 10 et 11 ans, est déjà en surpoids ou obèse. Une tendance inquiétante dont les conséquences se feront sentir sur le long terme, avec une augmentation des maladies chroniques chez les générations futures.

Pour Marion Bignone, ce phénomène s'explique par plusieurs facteurs, à commencer par la sédentarité : "Que ce soit à l'école ou en dehors, les enfants bougent de moins en moins. L'utilisation des écrans joue un rôle majeur, mais la sécurité est aussi un enjeu. Beaucoup de parents préfèrent garder leurs enfants à la maison. De plus, nombreux sont ceux qui n'ont pas accès aux activités extrascolaires". (...)

Malgré plusieurs initiatives pour lutter contre le surpoids et l'obésité, les pouvoirs publics britanniques peinent à enrayer le phénomène. Parmi les mesures mises en place, la taxe sur les boissons sucrées introduite en 2018, visant à encourager les fabricants à réduire la teneur en sucre de leurs produits. L'obligation d'afficher les calories sur les menus des restaurants et des chaînes de restauration rapide a également été instaurée. Cependant, plusieurs projets ont été abandonnés, comme l'interdiction de la publicité pour la malbouffe avant 21h, censée limiter l'exposition des enfants, ou encore la suppression des promotions sur les aliments malsains dans les supermarchés.

L'impact économique de l'obésité est colossal. Selon une étude du Tony Blair Institute for Global Change (TBI), son coût est estimé à 116 milliards d'euros par an. Une somme qui inclut les dépenses accrues du NHS, notamment pour le traitement du diabète de type 2 et des cancers, ainsi qu'une baisse de la productivité à l'échelle nationale. Avec la hausse inquiétante de l'obésité infantile, cette facture risque encore d'augmenter.

Pour Marion Bignone, le problème dépasse la simple responsabilité individuelle : "Une société en bonne santé, c'est une société qui ne propose pas autant de mauvais produits." Elle dénonce le rôle des industriels : "Aujourd'hui, les grandes entreprises agroalimentaires ne sont pas là pour veiller à notre santé." Si la prise de conscience individuelle est importante, elle insiste sur la nécessité d'un changement systémique : "Je pense que les individus sont conscients de la nécessité de modifier leur alimentation. Toutefois, il incombe aux autorités politiques de s'assurer que les produits nuisibles à la santé ne soient pas aussi accessibles, et que les options plus saines le soient davantage." Avant de conclure : "Il faut que la prise de conscience soit globale et que la société change."

Le Petit Journal

11 mars 2025



Londres retrouve le chemin de Bruxelles

Dîtes au revoir au Brexit », « La Capitulation de Starmer », « L'abjecte capitulation de Keir est une trahison du Brexit »... Au Royaume-Uni, les tabloïds et quotidiens eurosceptiques n'ont pas fait dans la demimesure, au lendemain de l'accord du 19 mai entre le Premier ministre britannique et l'Union européenne. Leurs manchettes ont été alimentées par la réaction des deux principales formations politiques eurosceptiques du pays. Nigel Farage, l'homme fort du parti populiste et anti-immigration Reform UK a assuré que le gouvernement avait «capitulé sur la liberté de mouvement et avait accepté de recevoir les ordres de la Cour européenne de justice». La cheffe du parti conservateur Kemi Badenoch a souligné, elle, qu'«il est aisé de signer des accords si l'on est prêt à tout donner contre des clopinettes», avant d'accuser Starmer de «vendre notre souveraineté et nos entreprises».

Cinq ans après le Brexit, le Royaume-Uni reste bien en dehors de l'UE. Son retour n'est pas du tout à l'ordre du jour. Les deux voisins ont néanmoins resserré leurs liens militaires, politiques et économiques après plusieurs années de tension. La guerre en Ukraine a joué un rôle majeur dans ce rapprochement. Dès la victoire du parti travailliste à la tête du pays, en juillet dernier, Keir Starmer et ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères ont été invités aux réunions de leurs homologues européens. Le nouveau partenariat en matière de défense et de sécurité permettra aux deux parties d'intégrer plus encore leurs opérations militaires. Point capital, les entreprises britanniques pourront aussi accéder au fonds européen de réarmement militaire, une enveloppe de prêts de 150 milliards d'euros.

La glace brisée, les deux voisins ont été poussés l'un vers l'autre par le président américain Donald Trump, qui a remis en cause la solidité de la relation des Etats-Unis avec ses alliés. Quelques heures après l'annonce de l'accord de commerce américano-britannique du 8 mai, la ministre de l'Economie Rachel Reeves n'avait d'ailleurs pas hésité à reconnaître que la relation commerciale avec l'UE était «encore sans doute plus importante» que celle avec les Etats-Unis. Ce que confirme le montant des échanges commerciaux.

Conscient de cette réalité et désireux d'être «pragmatique» en suivant trois principes, «la réduction des factures, la hausse de l'emploi et le contrôle absolu de nos frontières», Keir Starmer a accepté plusieurs demandes majeures de Bruxelles. En tête, l'alignement «dynamique» sur les règles sanitaires, c'est-à-dire l'adoption des normes européennes au fur et à mesure de leur évolution. Il permettra aux entreprises britanniques de se débarrasser de lourdes tâches administratives pour commercer avec l'UE, ce qui devrait réduire leurs coûts et peut-être les prix payés par les consommateurs.

Signe de la force du discours des Brexiteurs – revigorés par leur victoire aux élections locales du 1er mai –, la plupart des journalistes britanniques ont repris leurs arguments, arguant que le Royaume-Uni était désormais pieds et poings liés par les règles européennes. Une interprétation battue en brèche par une fédération patronale, l'Association des entreprises du secteur de la viande : «Nous devons nous conformer aux règles de nos partenaires si nous voulons exporter vers eux, tout comme les Etats-Unis doivent se conformer aux règles britanniques. Grâce à cet accord, le Royaume-Uni bénéficiera d'un accès véritable et sans entrave au marché européen. Il stimulera le commerce et nous rendra plus compétitifs.»

À l'inverse des patrons, les Brexiteurs ne semblent pas digérer l'obligation pour chacune des parties de faire des concessions. C'était pourtant le principe même de l'accord signé par Boris Johnson, alors Premier ministre, il y a quatre ans et demi. Et Starmer a dû lui aussi s'y plier, comme l'ont montré les discussions récentes et difficiles sur la circulation des travailleurs et des étudiants. L'UE voulait permettre aux Européens de moins de 30 ans d'étudier et travailler au Royaume-Uni comme avant le Brexit. Les Britanniques n'ont accepté que l'attribution d'un nombre limité de visas par année pour une durée de séjour maximale, sans que ces plafonds ne soient encore fixés. (...)

Pour Keir Starmer, cet accord signale «une nouvelle ère de coopération. L'état d'esprit, l'intention et les ambitions sont aussi importants que les détails de l'accord conclu aujourd'hui. Nous regardons vers l'avant, pas en arrière.» Un choix soutenu par les Britanniques : 66 % d'entre eux désirent «une relation plus proche avec l'UE, sans rejoindre le marché unique ou l'union douanière», selon un sondage de l'institut YouGov. Et à peine 14 % s'y opposent.

En 2020 et 2021, le dossier de la pêche avait engendré les plus durs affrontements des négociations sur le Brexit. Avec l'expiration de l'accord à l'été 2026, le scénario aurait pu se reproduire. (...)

Décidé à ne pas faire capoter l'intégralité de l'accord, Keir Starmer a pourtant reconduit le deal existant jusqu'en 2038. Immédiatement, l'opposition l'a pilonné. Nigel Farage, leader populiste, y a vu «la fin de l'industrie de la pêche britannique». La profession est partagée : les pêcheurs estiment cet accord «encore pire que l'horrible deal du Brexit», car il porte sur une plus longue période, tandis que l'industrie du saumon se félicite de pouvoir désormais exporter aisément son poisson. Keir Starmer a rappelé que «72 % du poisson britannique est vendu dans l'Union européenne».

Challenges

28 mai 2025



«Adolescence» : on ne naît pas masculiniste, on le devient

Elle est morte, dit la psychologue chargée d'évaluer le garçon accusé du meurtre d'une compagne de classe. Jamie, est-ce que tu comprends que Katie est morte, qu'elle ne reviendra pas ? Que malgré tes dires sur elle, malgré tous tes reproches, elle est morte ? Et la personne qui l'a tuée lui a enlevé toute possibilité d'avoir un avenir ?

S'adressant au personnage de Jamie, la psychologue s'adresse à nous. Si tout le monde parle, en ce moment, d'Adolescence, la minisérie britannique (Netflix) sortie en plein chaos trumpien, c'est qu'il y a urgence. Une urgence que traduisent les quatre épisodes dont la virtuosité, comme le flot effréné des actualités américaines, nous coupent le souffle. Comment continuer à respirer quand, dans une ville ordinaire, un garçon issu d'une famille ordinaire vient d'assassiner la fille qui a repoussé ses avances ?

Dès le premier épisode, la preuve est dévoilée. Le policier montre la scène captée par le système de surveillance. Un soir, au fond d'un parking, Jamie, 13 ans et le visage angélique, assassine Katie, une compagne de classe. Il la poignarde sept fois avec un couteau de cuisine. La preuve est réhabilitaire. Et pourtant, comment arriver à y croire ?

Le projet de cette série est né dans la tête de Stephen Graham et de Jack Thorne, scénariste, deux ans et demi avant sa diffusion, suscité par l'augmentation de crimes commis à l'arme blanche. Une hausse encore plus marquée en ce qui a trait aux agressions sexuelles dont les filles et les femmes sont les principales victimes. Après avoir visionné la série avec ses propres adolescents, le Premier ministre, Keir Starmer, a affirmé que la série méritait d'être diffusée autant au Parlement que dans les écoles, question de prendre à bras-le-corps ce problème mortel qu'est la misogynie. Cette haine débridée envers les filles et les femmes, alimentée par un antiféminisme et un masculinisme qui en amènent certains à tourner une arme contre elles.

Car au cœur de la série, comme au cœur de nos vies, qu'on en soit conscients ou non, se trouve la «manosphère», cette communauté virtuelle de sites web, blogueurs et influenceurs situés à la droite de l'échiquier politique et radicalement misogynes. Tapis dans ces communautés, surfant sur la vague de haine, se trouvent les incels, «célibataires involontaires» prêts à se venger des féministes jugées responsables de leur malheur et de femmes considérées, par eux, inaccessibles (suivant l'idéologie de la black pill qui dit que 80 % des femmes choisissent 20 % des hommes). D'où les attaques misogynes et meurtrières ... Des attaques félicitées par la manosphère parce qu'elles visent à réinstaurer un patriarcat prétendument déchu doublé d'une «crise de la virginité masculine».

La manosphère se déploie sous l'égide des Andrew Tate, Jordan Peterson, La Menace et tant d'autres vedettes d'Internet partout sur la planète... La manosphère fait la promotion du pouvoir (physique, économique et sexuel) pour et par les hommes, sur et contre les femmes. Si Jamie a commis ce crime, dit la série, c'est qu'il a été nourri par cette culture. On lui a transmis cette maladie.

Car c'est toute une armée de garçons et d'hommes, mis au service d'une idéologie mortifère et désespérée, qui s'organise dans les tréfonds du Web. Une armée à la tête de laquelle des généraux cyniques se remplissent les poches en nourrissant, chez ces jeunes, la haine de soi en même temps que celle des femmes et des féministes.

Le remède est un poison : si la communauté internet donne l'impression de faire partie d'une collectivité, les garçons se trouvent, en vérité, profondément isolés. Seuls dans leur chambre, la porte fermée, reste l'écran où ils circulent de vlog en blog en chat room. Ce qu'ils trouvent, c'est moins Andrew Tate ou d'autres manostars comme lui, que des inconnus à qui ils sont appelés à s'identifier. Des gars ordinaires qui ont avalé le philtre de la misogynie et qui participent, désormais, à la normaliser.

Voilà ce qui fait partie de notre monde, affirme la série, et que nous préférons ne pas regarder en face. Car si c'est son ami qui a fourni le couteau de cuisine à Jamie, et si on comprend que le jeune meurtrier a été victime de harcèlement, ce sont surtout les adultes qui sont ciblés. Des enseignants désabusés et désengagés. Des parents surchargés et fatigués. Un monde d'adultes qui, au lieu d'intervenir, détourne le regard, choisit le repli, le silence, la passivité. Ce qui fait d'eux, de nous, des complices.

Nous qui avons délaissé l'action pour le déni, refusant de regarder en face l'urgence.

Et la question qu'il faut poser, c'est pourquoi une telle passivité devant la violence contre les femmes et contre les féministes ? Est-ce que c'est parce qu'on en veut, silencieusement, à celles qui continuent à lutter pour leurs droits, parce qu'en vérité, on ne croit pas en la pertinence de cette lutte ? Parce qu'on se dit qu'elles ont déjà tout ce qu'elles méritent et qu'en plus, elles sont la cause d'une crise de la masculinité ? Est-ce la raison pour laquelle, au lieu de s'en prendre à la manosphère, on s'organise collectivement avec la haine ?

Résultat : tout le monde est sacrifié. On ne protège ni les masculinistes en devenir ni celles qui courent le risque d'être par eux attaquées. Ni les garçons, ni les filles, ni les féministes.

Libération

29 mars 2025